

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE DES ÉTATS-UNIS SOUS LA PRÉSIDENTE DE DONALD TRUMP

Pourquoi renégocier l'ALENA ?

Combien d'emplois ont été créés ?

Officiellement, l'Aléna aurait créé quarante millions d'emplois dont vingt-cinq millions aux États-Unis, mais le bilan est nettement moins positif si on le compare aux destructions d'emplois. Selon le cercle de réflexion Economic Policy Institute, les États-Unis auraient perdu huit cent mille emplois entre 1997 et 2013, du fait des délocalisations. Mais il est difficile d'établir une responsabilité directe de l'Aléna.

Qu'est-ce que Trump lui reproche ?

Il l'avait dit pendant sa campagne, Donald Trump trouve que l'Aléna est un « désastre ». Il estime que le traité de libre-échange a détruit des emplois américains au profit du Mexique et souhaiterait rétablir une meilleure protection pour l'économie américaine. Il se focalise notamment sur le déficit commercial avec le Mexique, qui a atteint les soixante-quatre milliards de dollars. Le président américain n'a jamais caché sa volonté de limiter le libre-échange pour revenir à une certaine forme de protectionnisme. Il dénonce aussi des pratiques déloyales de ses partenaires. Donald Trump accuse notamment les Canadiens de dumping dans la filière du bois.

Qui a le plus à perdre ?

Les exportations du Mexique ont bondi de plus de 500 % depuis la mise en application de l'accord, en 1994. 80 % d'entre elles se font vers les États-Unis. C'est donc le Mexique qui est le plus dépendant de l'Aléna. Il aurait beaucoup à perdre d'un retrait pur et simple des États-Unis, comme l'avait annoncé Donald Trump dans un premier temps. Toutefois, l'économie américaine pourrait également souffrir d'un retour des droits de douane, puisque les prix pour le consommateur américain risqueraient de monter en flèche.

« Pourquoi renégocier l'ALENA, l'accord de libre-échange américain ? », Arte info, 16 août 2017

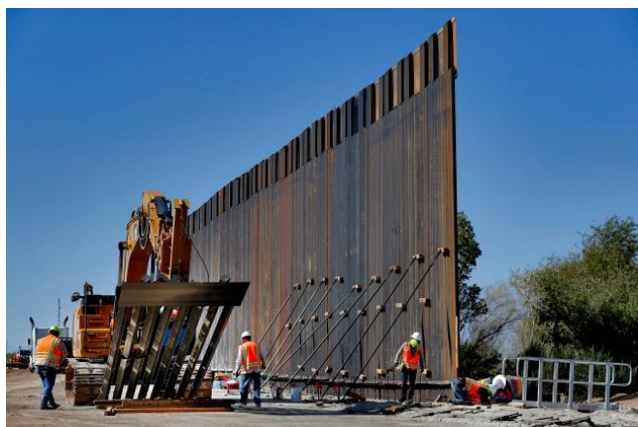


Paresh Nath, *El Universal* (journal mexicain), 25 novembre 2017. Traduction : « Je n'ai pas l'intention de me laisser exploiter les gars ! » NAFTA : North American Free Trade Agreement (= ALENA : Accord de Libre-échange nord-américain).

Ford relocalise sous la pression

Les grands groupes automobiles américains tremblent devant le président élu qui entrera en fonction dans seize jours. Ainsi, Ford, pris à partie depuis des mois par Donald Trump, a renoncé à son projet de nouvelle usine mexicaine pour investir dans le Michigan. « De nombreux facteurs apparus sur le marché, ainsi que notre effort pour utiliser pleinement les capacités des installations existantes, tout cela nous a incités à [...] annuler la construction d'une nouvelle usine au Mexique », a déclaré Mark Fields, patron de l'entreprise. Décision immédiatement saluée par Donald Trump. Qui dans le même temps, a mis en garde le groupe Général Motors (GM) dans un tweet, menaçant d'instaurer une taxe sévère à la frontière en cas de délocalisation de l'usine au Mexique. [...]. « Fabriquez aux États-Unis ou bien payez une grosse taxe à la frontière », a tweeté Donald Trump sans prévenir personne. Quelques secondes après, l'action en bourse de GM chutait...

petitbleu.fr 5 janvier 2017



Édification du mur de séparation entre le Mexique et les USA pour lutter contre l'immigration clandestine et les trafics



La relocalisation de Ford vue par le dessinateur breton Nono

Qu'est-ce qu'une guerre commerciale ?

« De manière générale, c'est un pays qui met des obstacles au commerce et prend des mesures protectionnistes pour obtenir quelque chose d'un autre pays », explique Mary-Françoise Renard, économiste spécialiste de la Chine. En représailles, le pays visé prend alors des mesures similaires, et ainsi de suite. « C'est un cercle vicieux où le protectionnisme augmente. »

Pour les États-Unis et la Chine, tout commence en mars 2018. Donald Trump décide d'augmenter les droits de douane sur l'acier et l'aluminium de nombreux pays.

Premier producteur mondial des deux métaux, Pékin réplique un mois plus tard avec une liste de produits américains qui seront plus durement taxés, comme le vin, les fruits ou la viande de porc.

Dans les mois qui suivent, les deux géants alternent promesses de trêve et annonces d'augmentation des tarifs douaniers sur de nouveaux produits.

Par Pauline Noaro Casanova, leparisien.fr, 2 août 2019



Guerre commerciale vue par le caricaturiste américain Dave Granlund



Le mercredi 15 janvier 2020, le président américain et le vice-Premier ministre de la Chine Liu He signent la "phase 1" d'un accord censé mettre un terme à la guerre commerciale entre les deux pays.

Le mercredi 15 janvier, le président américain Donald Trump et le vice-Premier ministre chinois Liu He signent le premier chapitre d'un accord commercial à la Maison Blanche marquant ainsi une trêve dans la guerre commerciale que se livrent les deux pays depuis le printemps 2018.

La cérémonie de signature a duré plus d'une heure. Donald Trump a distribué les compliments. Son secrétaire au Trésor, Steven Mnuchin, a parlé de grande victoire pour l'industrie et l'agriculture américaine. [...] Le vice-Premier ministre chinois Liu He a, lui, salué « l'importance de l'accord ». Il a également lu une longue lettre du président Xi Jinping, adressée à son homologue américain.

Pas de nouveaux droits de douane

Pékin s'engage à augmenter de 200 milliards de dollars ses achats de produits américains sur une période de deux ans. Les produits agricoles, les services et l'énergie sont concernés. La Chine promet aussi de mieux protéger la propriété intellectuelle et de mettre un terme à la manipulation de sa monnaie.

En échange les États-Unis renoncent à imposer de nouveaux droits de douane sur les biens chinois, et diminuent de moitié ceux imposés le 1^{er} septembre dernier sur 120 milliards de dollars de produits venus de Pékin. Ils passeront de 15 % à 7,5 %. Les taxes de 25 % qui portent sur 250 milliards de marchandises chinoises resteront, elles, en place pour le moment.

Un accord encore incomplet

Donald Trump veut conserver un levier pour aborder la deuxième phase des négociations. Elle comprendra des sujets difficiles comme les transferts de technologies. Les États-Unis accusent la Chine de voler les technologies américaines.

L'accord n'aborde pas les questions de cybersécurité ni même le traitement des données informatiques auxquelles ont accès les entreprises chinoises. Une autre question épineuse demeure : celle des subventions accordées par Pékin notamment au secteur de l'acier et de la construction de panneaux solaires.

Les Américains estiment que ces aides d'État ont permis aux Chinois d'inonder les États-Unis avec des produits en dessous des prix du marché. Et qu'ils ont porté atteinte à l'industrie américaine. La phase 2 de l'accord, qui prendra un certain temps à être négociée, devrait aborder tous ces aspects. L'administration a déjà prévenu qu'elle ne pensait pas pouvoir aboutir avant les élections de novembre prochain.

Une victoire politique pour Trump en campagne

Le président américain ne manquera pas d'exploiter cette victoire politique pendant sa campagne après deux ans de guerre commerciale. Même s'il reste beaucoup à négocier, cette victoire est essentielle à moins d'un an de l'élection présidentielle.

Donald Trump avait affirmé, au début de son mandat, que les guerres commerciales étaient faciles à gagner. Il s'était engagé dans un bras de fer qui a finalement duré deux ans et coûté très cher à l'économie américaine.

L'Union européenne riposte aux droits de douane des États-Unis sur son acier et son aluminium.

L'UE a bel et bien mis ses menaces à exécution et dressé une liste des produits américains qu'elle allait taxer à compter de ce vendredi. Les noms d'une kyrielle de produits ont été envoyés par l'UE à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) le 18 mai dernier, en prévision de la décision de Washington de taxer son acier et son aluminium.

La liste d'articles emblématiques établie par la Commission cible plusieurs États américains, souvent agricoles, ayant voté pour Donald Trump en 2016. Il s'agit de produits fabriqués sur le territoire américain et non pas de ceux vendus par les marques américaines. Ces derniers sont eux susceptibles d'être fabriqués partout dans le monde.

Nomenclature douanière très précise

Ces produits sont listés selon une nomenclature douanière très précise, qui ne donne aucun nom de marque ou d'entreprise, même si le président de la Commission Jean-Claude Juncker a lui-même cité début mars Harley-Davidson et Levi's.

L'Union européenne a exporté 5,3 milliards d'euros d'acier et 1,1 milliard d'euros d'aluminium vers les États-Unis en 2017.

Les contre-mesures européennes sur les produits de la liste visent à compenser dans un premier temps à hauteur de 2,8 milliards d'euros les dommages causés à son industrie par les taxes américaines. D'autres produits pourraient à l'avenir être taxés par l'UE, à hauteur de 3,6 milliards d'euros, si celle-ci remportait le litige qui l'oppose aux États-Unis devant l'OMC depuis sa plainte le 1^{er} juin.

BFMTV (avec AFP) pour l'Express, 22 juin 2018

TRUMP TAXE L'ACIER ET L'ALUMINIUM - REPRÉSAILLES...



La guerre commerciale entre les USA et l'Union européenne vue par Georges Million

Les États-Unis demandent à l'Europe de réexaminer leur interdiction d'importer du poulet chloré et du bœuf aux hormones. Une pratique très répandue dans ce pays d'Amérique du Nord, mais interdite dans l'Union européenne depuis 1977.

Lundi 27 janvier, le secrétaire américain à l'agriculture, Sonny Perdue, a appelé les Européens à réexaminer leur décision d'interdire les importations de poulet chloré et de bœufs aux hormones.

Une demande qui devrait en faire réagir plus d'un. En effet, dans certains États membres la crainte d'avoir des aliments fabriqués selon les normes sanitaires américaines imposées à leur consommateur avait déclenché des manifestations de masse en 2015. L'Allemagne, l'Autriche et la France s'étaient d'ailleurs indignées.

Le moment est bien choisi pour les Américains. En effet, cette demande intervient juste après la menace du président Donald Trump d'imposer des taxes punitives sur les automobiles européennes si Bruxelles et Washington n'avancent pas dans les discussions commerciales. Celles-ci, décidées en juillet 2018, bloquent aujourd'hui sur la question agricole.

TAFTA : LES POULETS À LA JAVEL VONT-ILS DÉBARQUER ?



L'accord de commerce transatlantique (TAFTA) vu par le dessinateur Georges Million

Ladepeche.fr, 29 janvier 2020

En vous aidant des documents, présentez les enjeux et les conséquences de la politique économique et commerciale menée par le président américain Donald Trump à l'échelle internationale.